PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 31 MARS 2025– 13H30

Le 31 mars 2025, à treize heures trente minutes, le Conseil Municipal d'ORBEC, légalement convoqué le 18 mars 2025, s'est réuni en séance ordinaire, au centre culturel, place Joffre, sous la présidence de Monsieur Étienne COOL, Maire d'ORBEC.

ÉTAIENT PRÉSENTS : E. COOL, Maire ; E. MACREZ, L. LEJEUNE, G. MORIN, Adjoints ;
F. BIENVENU, F. RAMOS CASTRO, L. DROUET, P. FLEURET, E. LEFEUVRE, M. COGE, A.M. CHEDOT, A. MEISNER, P.A. ARNOUX

ABSENTS EXCUSES :

G. HULIN donne pouvoir à A. MEISNER
T. LEMETTAIS donne pouvoir à P.A. ARNOUX
K. LEFEBVRE donne pouvoir à A.M. CHEDOT
G. LAUTONNE

ABSENTS :

C. BEIL,

-Ouverture de la séance et désignation d'un secrétaire de séance : M. ARNOUX

-Vérification du quorum : appel nominal et vérification des pouvoirs.

Monsieur le Maire remercie Madame VAN ELSLANDE, Conseillère aux décideurs locaux pour sa présence
Monsieur le Maire excuse l'absence de Monsieur LAUTONNE, suite au décès de son épouse. L'ensemble du conseil municipal a une pensée pour lui.

REMERCIEMENTS

- M. Mme JEANNE remercient pour la subvention façade accordée
- Les Amis des anciens remercient pour le prêt du centre culturel pour l'organisation du loto du 09 mars dernier
- L'association plaisir de danser remercie pour le prêt de la salle vidéo le 08 mars dernier pour l'organisation d'une conférence
- L'Établissement Français du Sang remercie pour la dernière collecte du 25 février qui a permis d'accueillir 41 candidats au don

RELEVÉ DES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE

//

25-16 – APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA PRÉCÉDENTE RÉUNION

Monsieur le Maire soumet au vote le procès-verbal de la précédente réunion du 24 février 2025 et questionne sur d'éventuelles observations

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, approuve le procès-verbal du conseil municipal du 24 février 2025.

25-17 – PARTICIPATIONS SIVOM ORBEC-LA VESPIERE-FRIARDEL 2025

Monsieur le Maire expose que les communes d'Orbec et de La Vespière-Friardel doivent prendre des délibérations concordantes à celles du SIVOM Orbec-La Vespière, concernant les différentes participations versées par les communes au syndicat.

Monsieur le Maire explique qu'une augmentation importante des consommables (principalement électricité et gaz) du SIVOM nécessite une augmentation des participations à 367 072 € soit 9998 € de plus par rapport à l'année dernière

Monsieur le Maire indique qu'il n'y a pas eu d'augmentation des participations depuis 6 ans. Il rappelle que les participations sont égalitaires pour les 2 communes Orbec et La Vespière-Friardel, celles-ci ne sont pas votées par ratio par habitant.

Madame MACREZ demande pourquoi le chiffre de la participation n'est pas arrondi à 10 000 € ?

Monsieur le Maire lui répond que les participations sont calculées sur 10 mois sur les périodes scolaires, le chiffre entier arrondi correspond à 9998€

- Participation d'Orbec et de la Vespière - Friardel aux charges du SIVOM : 367 072 € annuels par commune versée mensuellement
- Participation scolaire : 1324.70 € par an et par élève, répartis sur 10 mois, de janvier à juin et de septembre à décembre ;
- Participation à la cantine : 1,50 € par repas consommé pour les élèves de l'école élémentaire, domiciliés dans la commune ou dont l'inscription a été prise par la commune.

Madame MEISNER demande si ces participations concernent les écoles privées et publiques ?

Monsieur le Maire lui indique que pour l'école privée, un forfait est voté dans une autre ligne budgétaire. Il indique qu'il reçoit chaque année la directrice de l'école Notre Dame en présence de Madame MACREZ, afin d'étudier les demandes budgétaires selon un ratio pour le forfait scolaire, Noël, voyages et pour la cantine. La directrice présente une liste nominative des enfants d'Orbec exclusivement ou ayant été inscrits à Orbec par dérogation.

Monsieur le Maire rappelle qu'il trouve scandaleux que seules les 4 communes de l'ex-carte scolaire, Cernay, La Vespière-Friardel et Orbec abondent l'école privée. Toutes les autres communes dont certains enfants fréquentent l'école privée estiment qu'il s'agit d'une exigence de la part des parents de mettre leur enfant en école privée et indiquent qu'il existe dans leurs communes un regroupement scolaire où inscrire les enfants. Ces communes indiquent aux parents qu'ils doivent en assumer la conséquence financière. Monsieur le Maire indique que c'est l'école privée qui doit assumer la conséquence financière, car elle ne perçoit aucune aide de la part de ces communes.

Monsieur le Maire indique que ce que l'on verse à l'école Notre Dame est augmenté chaque année. L'école Notre Dame demande aussi aux parents une participation financière.

Monsieur le Maire indique que les installations et le fonctionnement de l'école publique coûte beaucoup plus pour le budget communal que la participation versée à l'école Notre Dame.

Monsieur ARNOUX demande si l'état intervient financièrement ?

Monsieur le Maire indique que l'école privée étant sous contrat avec l'état, elle bénéficie de soutien de l'état pour les enseignants, qui ont le même statut que les enseignants du public.

Monsieur ARNOUX demande pour l'école publique, de quel ordre l'état intervient ?

Monsieur le Maire lui répond que l'état n'abonde pas pour les niveaux maternelle et primaire car il s'agit d'une compétence des communes, pour le collège c'est une compétence du département, pour le lycée, c'est une compétence de la région. Chacun abonde en fonction du niveau de scolarité pour la compétence

Monsieur le Maire indique que le montant du ratio par élève a été déterminé il y a 8 ans par une moyenne du coût de fonctionnement d'un élève de maternelle et d'un élève d'élémentaire.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil d'approuver le montant de ces participations, tout en indiquant qu'elles pourront être revues, si nécessaire, chaque année en fonction du budget du SIVOM.

Après en avoir délibéré, les membres du conseil municipal, approuvent à l'unanimité les participations pour le SIVOM Orbec-La Vespière-Friardel pour 2025.

25-18 – VOTE DES SUBVENTIONS 2025

Monsieur le Maire soumet au vote, une à une, les subventions attribuées par la commission des associations en date du 06/06/2025, regroupant des membres des conseils municipaux d'Orbec et de La Vespière-Friardel.

Monsieur le Maire rappelle aux membres du conseil municipal qu'ils doivent s'abstenir lors du vote des subventions aux associations au sein desquelles ils exercent une fonction dirigeante. Il informe qu'à défaut, les délibérations seraient illégales.

ASSOCIATIONS CULTURELLES	ORBEC 2025	VOTE
AU FIL D'ORBEC	100.00 €	A l'unanimité

LES BELLES D'ANTAN	100.00 €	A l'unanimité
LES CHEMINS DU MONT ST MICHEL	100.00 €	A l'unanimité
LE COLLECTIF SUR LE PONT	450.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme MACREZ)
LA DAME BLANCHE	300.00 €	A l'unanimité
COMITE DES JUMELAGES	500.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme MACREZ)
<i>Exceptionnelle (séjours)</i>	500.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme MACREZ)
LA NEUSTRIENNE	2 100.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : M. COOL, Mme MACREZ)
PLAISIR DE DANSER	200.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme COGE)
<i>Exceptionnelle (séjours)</i>	500.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme COGE)
Sous-total	4 850.00 €	
ASSOCIATIONS SOCIALES		
ADMR	2 500.00 €	A l'unanimité
LES AMIS DES ANCIENS (14 € / +70 ans – base électorale)	5726.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : M. MORIN, Mme COGE)
CLUB DES TOUJOURS JEUNES	150.00 €	A l'unanimité
JOIE DE VIVRE	600.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme MACREZ)
REFUGE ANIMAL AUGERON (1.10 € / hab.)	2159.30 €	A l'unanimité
Sous-total	11 135.30 €	
ASSOCIATIONS SPORTIVES	ORBEC 2025	VOTE
CSO BASKETBALL	3 500.00 €	A l'unanimité
CLUB BOULISTE	1 000.00 €	A l'unanimité
<i>Exceptionnelle (chambre froide)</i>	600.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : Mme MACREZ)
CLUB DE TIR	2 000.00 €	A l'unanimité (NPPPAV : M. ARNOUX)
<i>Exceptionnelle (rencontre armes anciennes)</i>	300.00 €	A l'unanimité
ÉCHIQUIER DE L'ORBIQUET	300.00 €	A l'unanimité
ECURIE SPORT AUTO ORBECQUOIS	400.00 €	A l'unanimité
CSO FOOTBALL	4 800.00 €	A l'unanimité
<i>Exceptionnelle (challenge René Fortin)</i>	250.00 €	A l'unanimité
JUDO CLUB	500.00 €	A l'unanimité
KARATE	250.00 €	A l'unanimité
ORB-VES FORME	1 000.00 €	A l'unanimité
TENNIS	2 100.00 €	A l'unanimité
VELO CLUB OLVF	500.00 €	A l'unanimité
Sous-total	17 500.00€	
ASSOCIATIONS PATRIOTIQUES	ORBEC ORBEC 2025	VOTE
ACPG-CATM	300.00 €	A l'unanimité
JUNO CANADA	50.00 €	A l'unanimité
FNACA	300.00 €	A l'unanimité
SOUVENIR FRANCAIS	100.00 €	A l'unanimité
Sous-total	750.00 €	
ASSOCIATIONS SCOLAIRES	ORBEC 2025	VOTE
APE ORBEC-LA VESPIERE	250.00 €	A l'unanimité
COLLEGE LOTTIN DE LAVAL (10 € x élèves) - voyages	590.00 €	A l'unanimité
COLLEGE LOTTIN DE LAVAL (10 € x élèves) - sport	590.00 €	A l'unanimité

Sous-total	1 430.00€	
ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES	ORBEC 2025	VOTE
BAT. CFA ORNE	75.00 €	A l'unanimité
MFR ARGENTAN	80.00 €	A l'unanimité
MFR VIMOUTIERS	80.00 €	A l'unanimité
ÉCOLE NOTRE-DAME ORBEC	38 525.00 €	A l'unanimité
Sous-total	38 760.00€	
UNION COMMERCIALE	ORBEC 2025	VOTE
UCIAOV	7 500.00 €	A l'unanimité
Sous-total	7 500.00 €	

TOTAL GÉNÉRAL 2025 : 81 925.30 €

Jumelage subvention exceptionnelle : Madame MACREZ indique que les Anglais arrivent au mois d'avril et les Allemands au mois de septembre donc il faut un peu plus d'argent que d'habitude cependant elle indique que c'est peu par rapport à l'investissement de Gisèle MOTIO et de Marie-Odile MENTEC qui font beaucoup pour le jumelage.

Monsieur le Maire indique que l'association a demandé 1000 €, Orbec donnera 500 € et La Vespière Friardel 500 € également.

Monsieur le Maire rappelle que toutes les subventions exceptionnelles sont toujours versées sur production d'un justificatif de la dépense exceptionnelle qui a justifié la demande.

Plaisir de danser exceptionnelle : Madame COGE indique que cette subvention est demandée pour un séjour dans la manche au mois de juin pour danser.

Amis des anciens : Monsieur le Maire indique que le montant a été calculé par rapport au nombre de + de 70 ans inscrits sur la liste électorale.

Monsieur le Maire indique que la subvention sert essentiellement à financer le repas des anciens qui aura lieu au mois d'avril prochain.

Joie de vivre : Madame MACREZ qui en est la présidente indique que la subvention sert à organiser des sorties, des animations pour les résidents de l'EPMS.

Refuge animal augeron : Monsieur le Maire indique que la subvention est calculée selon le nombre d'habitant de la commune. Le courrier avec le montant exact a été reçu ce matin à la mairie.

Monsieur le Maire indique que l'avantage de conventionner avec le refuge est que l'on peut leur emmener les animaux trouvés sur le territoire de la commune après passage dans le chenil de la commune.

Madame MACREZ demande si l'adhésion est imposée à la commune ?

Monsieur le Maire lui répond que non, ce n'est pas obligatoire cependant c'est mieux de le faire.

Ball Trap : Monsieur le Maire indique que l'association ne demande plus de subvention. Le club a financé pendant de nombreuses années la partie non subventionnée concernant les travaux de réaménagement du stand sous forme de loyer versé au SIVOM d'un montant de 650 €/ mois. Désormais ce financement est arrivé à terme et le club estime aujourd'hui qu'il arrive à vivre sans la subvention.

Monsieur le Maire rappelle qu'il n'y a que 2 clubs qui ont financé leurs installations c'est le ball-trap et le tennis lors de la construction des courts couverts alors que l'on n'a jamais fait payer à d'autres la moindre installation. Monsieur le Maire indique que c'est une petite parenthèse qu'il est utile de rappeler.

Club bouliste exceptionnelle : Monsieur le Maire indique que la subvention servira à acheter une chambre froide.

Madame MACREZ demande pourquoi ?

Monsieur le Maire indique que quand il y a des compétitions organisées au club, il y a entre 180 et 200 boulistes présents à Orbec.

Madame LEJEUNE demande si le club ne possède pas déjà un réfrigérateur ?

Madame MACREZ s'interroge de l'utilité d'une chambre froide.

Monsieur le Maire indique que le réfrigérateur actuel a rendu l'âme et qu'il fallait un matériel plus professionnel

Madame MACREZ indique que la chambre froide va consommer de l'électricité à longueur de journée, ce n'est pas une utilisation ponctuelle elle pense que les boulistes devraient allumer le réfrigérateur quand ils s'en servent et l'éteindre ensuite

Monsieur le Maire invite Madame MACREZ à se promener au club bouliste quand il y a un concours pour voir leur organisation et peut être elle changera d'avis sur la chambre froide ensuite.

Madame MACREZ s'abstient de voter et par soutien, Monsieur ARNOUX également

Monsieur ARNOUX pense aussi que le matériel lui paraît important pour une utilisation ponctuelle

Monsieur le Maire indique que l'utilisation n'est pas ponctuelle, il y a quasiment tous les week-ends des compétitions ainsi que les mercredis. Il ajoute que beaucoup de boulistes fréquentent également les restaurants en centre bourg.

Monsieur le Maire ajoute que le club bouliste est très bien présidé par Cyril PALLIX, notre responsable des espaces verts et ce club draine beaucoup de monde et fait travailler les commerces d'Orbec.

Monsieur ARNOUX pensait que l'utilisation était moins fréquente. Il retire son abstention.

Monsieur FLEURET indique que le club fonctionne tous les jours.

Monsieur le Maire indique que ce club fait énormément de travail par lui-même. Il ajoute être allé sur le site du club avec Cyril PALLIX pour étudier les futurs travaux qui vont être réalisés pour créer des terrains supplémentaires. Aujourd'hui il y a 45 terrains et le club manque de place, ce qui veut dire que cela fonctionne très bien.

Madame RAMOS indique que le club d'Orbec est très réputé auprès des autres clubs.

Monsieur le Maire pense pouvoir affirmer que c'est le club en Normandie qui a le plus d'adhérents.

Monsieur FLEURET indique que les boulistes sont régulièrement dans les restaurants d'Orbec.

Madame CHEDOT pense que si l'utilisation n'est pas ponctuelle, cela justifie la subvention.

Monsieur le Maire indique que les travaux réalisés au club, c'est le Président qui se charge de réaliser des devis et trouve des sponsors pour la réalisation de terrains supplémentaires. Monsieur le Maire pense qu'il est utile de les soutenir car c'est un club qui se démène au quotidien.

Club de tir : Monsieur ARNOUX demande si c'est celui qui est enterré et que l'on n'entend pas ?

Monsieur le Maire indique qu'il n'est pas enterré, ce club est en dessous du club de ball trap, au-dessus du parc de loisirs.

Monsieur ARNOUX pense qu'il y a une sacrée nuisance qui ne s'arrange pas quand on se trouve en haut de la ville. On entend de gros bruits de tirs.

Monsieur le Maire habite sur le haut de la ville, il indique supporter la nuisance. Il pense que les bruits décrits correspondent à des tirs à la poudre noire. Quand les tirs sont réalisés à 25 mètres, on n'entend strictement rien, il l'affirme.

Madame LEJEUNE indique que le bruit a été réduit car des travaux considérables ont été réalisés.

Monsieur le Maire indique que les tirs à la poudre noire, cela fait du bruit dans tous les stands de tirs. Il indique qu'il y a eu des travaux largement subventionnés par le conseil départemental du Calvados, au niveau du stand 25m, 50m, 100m, il peut affirmer que là où il habite, il n'entend rien.

Monsieur ARNOUX précise que le bruit est dérangement pour les habitants du haut de la rue de Geôle.

Monsieur le Maire indique avoir reçu des habitants de la rue Haute Geôle cependant il n'a pas été convaincu par leur discours. Il indique concevoir et admettre totalement que des personnes ne supportent pas le tir à Orbec. Cependant quand les deux habitants comparent les gens qui font du tir sportif à la tragédie du Bataclan, il est désolé mais on ne peut comparer des tireurs sportifs à des intégristes musulmans qui ont assassiné des gens qui ne demandaient rien à personne. Il indique leur avoir indiqué qu'il y a un certain temps qu'il était maire, il n'avait jamais entendu une absurdité pareille.

Monsieur ARNOUX est d'accord sur ce dernier point.

Monsieur le Maire indique que le club a plus de 100 ans d'existence, les habitants qui se plaignent sont présents à Orbec depuis 5 ans environ, ils ne pouvaient pas ignorer l'existence du club.

Monsieur ARNOUX indique que cela ne le dérange pas cependant il trouve dommage que le stand ait été mis dans le sens des vents dominants.

Monsieur le Maire lui indique que non, cela prouve d'ailleurs qu'il n'habite pas Orbec depuis très longtemps. Il indique qu'avant que le stand ne soit restructuré, les tirs étaient dirigés vers la ville, ce qui faisait beaucoup plus de bruit. Monsieur le Maire indique qu'il a fait parti du club pendant près de 20 ans. Quand on tirait vers la ville, effectivement c'était très bruyant.

Monsieur FLEURET indique que quand on achète une maison à orbec cela doit être précisé qu'il existe un stand de ball trap.

Monsieur le Maire répond que oui cela doit être précisé à l'achat. Il indique qu'il l'a précisé aux deux personnes habitant la rue Haute Geôle, ils ne pouvaient pas ignorer l'existence du stand lors de l'achat de leur bien.

Monsieur le Maire indique qu'au mois d'avril, cela fera probablement un peu de bruit car il va se dérouler au stand de ball trap une sélection nationale DTL, une des disciplines du ball trap. Il y aura entre 240 et 250 tireurs. Il indique que c'est très bien pour Orbec car tous les restaurants et tous les hôtels à 20-30 km à la ronde sont réservés depuis un certain temps. Il ajoute que cela fait vivre l'économie locale. Monsieur le Maire pense que l'on peut faire un effort même s'il y a un peu de bruit le week-end.

Monsieur le Maire souhaite rappeler que pour le club de tir, toute la famille DELANGE réalise de très bonnes performances depuis de nombreuses années dans de nombreuses compétitions.

Ecole Notre Dame : Monsieur le Maire indique que la somme correspond à un forfait par rapport au nombre d'élève de maternelle et de primaire, les voyages, Noël, la cantine.

UCIAOLV : Monsieur le Maire indique que cette somme correspond à l'organisation de la fête du camembert sous réserve de réalisation de la manifestation. Il ajoute que c'est seulement la commune d'Orbec qui verse la subvention car nous recevons la somme de la Communauté d'agglomération Lisieux Normandie.

Monsieur LEFEUVRE demande si les subventions attribuées sont utilisées tous les ans par les associations ?

Monsieur le Maire indique que certaines associations ont quelques comptes d'épargne. Il ajoute que la commission association, préparée par Véronique HUBLIN, qu'il remercie, veille surtout à la bonne utilisation de la subvention et aussi que les associations puissent avoir des rentrées d'argent autre que cette subvention (organisation lotos, braderies, concours de pétanque, de cartes,...).

Madame MACREZ demande si pour la subvention pour la fête du camembert, l'association est obligée de faire avec les 7500 €, il n'y a pas d'autre subvention.

Monsieur le Maire indique qu'il y a aussi les cotisations de leurs adhérents et les droits de place versés par les exposants. Il ajoute de l'UCIAOLV va organiser une brocante avec une autre association Kouny. Il indique également que la société fromagère achète des lots pour la tombola notamment le premier prix.

Madame MACREZ demande si le budget est bien tenu ?

Monsieur ARNOUX indique que le budget est bien dépensé.

25-19 – VOTE DES TAXES 2025

Monsieur le Maire indique que l'état 1259 a été reçu le 13 mars 2025.

Conformément aux dispositions de l'article 1639 A du code général des impôts, la date limite de vote des taux de fiscalité directe locale est fixée au 15 avril.

Le vote des taux par une collectivité doit faire l'objet d'une délibération spécifique distincte du vote du budget et ce même si les taux restent inchangés.

- Vu le code général des collectivités territoriales,

- Vu la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980, portant sur l'aménagement de la fiscalité directe locale, et notamment ses articles 2 et 3 aménagés par les articles 17 et 18 de la loi n° 82-540 du 28 juin 1982,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1636 B sexies,

Monsieur le Maire rappelle que par délibération du 25 mars 2024, le conseil municipal avait fixé les taux des impôts à :

- taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 63.22% ;

- taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) : 54.32%

- taxe d'habitation (TH) : 16.75 %

Monsieur le Maire indique que les taux sont inchangés depuis 15 ans.

Madame MACREZ demande si dans les autres communes c'est pareil ?

Monsieur le Maire indique que certaines communes augmentent les taux, d'autre non.

Monsieur le Maire indique qu'au niveau de l'électricité, il y a eu une augmentation de 40 000 € au niveau du SIVOM ce qui nous a obligé à revoir les participations des communes à la hausse pour le budget, sans pour autant pouvoir couvrir la hausse subie de l'électricité.

Monsieur le Maire indique que pour le gaz une augmentation est attendue également.

Monsieur le Maire indique qu'il y a eu une augmentation des bases de 1.7%. Il rappelle que le produit fiscal est la multiplication d'une base et d'un taux. Le conseil municipal n'a pas maitrise sur l'augmentation des bases.

Monsieur le Maire indique qu'il y a 3 ans, il y avait eu une augmentation des bases de 7%.

Monsieur le Maire indique qu'en ne changeant pas le taux, nous aurons quand même une augmentation de la fiscalité de 1.7%.

Monsieur le Maire propose de laisser les taux identiques à ceux de 2024.

Monsieur le Maire indique que quand on ne compare les communes aux alentours qu'avec les taux, on pense toujours qu'Orbec est plus cher que Cerqueux par exemple. Monsieur le Maire confirme ce fait cependant il faut savoir qu'Orbec doit assumer tous les services publics (gendarmerie, la poste, écoles, pôle de santé, centre de secours). Il ajoute que les communes aux alentours profitent de ces services publics, infrastructures, que bien souvent notre commune en a la charge, seule.

Madame MACREZ s'interroge sur la gestion du pôle de santé.

Monsieur le Maire rappelle que c'est la ville d'Orbec qui avait « bradé » le local à la communauté d'agglomération pour créer le pôle de santé, cela a coûté à la commune.

Monsieur le Maire rappelle que la commune d'Orbec avait construit le bâtiment de la poste, pareil pour la gendarmerie, le centre de secours, nous avons donné le terrain. Si nous avions gardé ces terrains pour vendre des terrains à bâtir, cela aurait pu nous faire des recettes supplémentaires, cependant c'était une condition de reconstruction du centre de secours.

Madame MEISNER demande si les valeurs locatives ont augmenté ?

Monsieur le Maire indique que ce n'est pas prévu qu'elles augmentent car pour les augmenter il faudrait les reprendre une par une, immeuble par immeuble voir si la catégorie est correcte, 1200 logements seraient à reprendre.

Monsieur le Maire indique qu'une fois par an la commission communale des impôts directes se réunit afin de mettre à jour les catégories fiscales suite aux permis de construire et déclarations de travaux déposés dans l'année. Il ajoute que sa maison était classée 5 et quand il y a eu une extension, sa catégorie est passée en 4.5, c'est-à-dire que son taux de fiscalité est supérieur.

Madame MEISNER constate que c'est évalué au cas par cas.

Monsieur le Maire indique que les changements interviennent suite aux modifications intervenues sur les immeubles (constructions nouvelles, extensions, aménagements combles,...)

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide de :

1. MAINTENIR les taux d'imposition en 2025 par rapport à ceux de 2024 :

	Taux 2024	Taux 2025	Bases	Produits
Taxe Foncière bâti	63.22 %	63.22 %	2 205 000	1 394 001 €
Taxe Foncière non bâti	54,32 %	54,32 %	83 300	45 249 €
Taxe d'habitation	16.75 %	16.75 %	280 600	47 001 €

2. de charger M le Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

25-20 - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2025 - COMMUNE

Monsieur le Maire présente et commente aux membres du Conseil Municipal les propositions, chapitre par chapitre, pour le budget primitif 2025, arrêté lors de la réunion de la commission des finances du 06 mars dernier. Certains chiffres ont été ajustés afin de prendre en compte des observations du trésor public.

Le budget proposé est équilibré à 3 539 060.90€ pour la section de fonctionnement et à 1 650 177.44 € pour la section d'investissement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à 12+ 3 pouvoirs POUR et 1 ABSTENTION (A. MEISNER) approuve le budget primitif 2025 – budget général tel qu'il a été présenté.

25-21 – VOTE DU BUDGET ANNEXE 2025 – BUDGET ANNEXE LOTISSEMENT

Monsieur le Maire passe la parole à Madame VAN ELSLANDE afin de présenter aux membres du Conseil Municipal les propositions, chapitre par chapitre, pour le budget primitif 2025, arrêté lors de la réunion de la commission des finances du 06 mars dernier. Certains chiffres ont été ajustés afin de prendre en compte des observations du trésor public.

Le budget proposé est sur-équilibré pour la section de fonctionnement :

- Recettes : 137 191.42€
- Dépenses 95 557.82€

Le budget proposé est sur-équilibré pour la section d'investissement :

- Recettes : 143 857.82€
- Dépenses 95 552.82€

Monsieur le Maire indique avoir souhaité que le budget reste en sur équilibre car il reste encore 4 terrains à vendre. Quand toutes les parcelles seront vendues, on pourra faire les travaux nécessaires de finition de voirie et à partir de ce moment-là on constatera les écritures dépenses/recettes. S'il manque de l'argent sur le budget annexe c'est le budget principal de la commune qui abondera, ou bien l'inverse s'il y a un excédent. Le budget annexe sera ensuite clôturé.

Monsieur le Maire indique qu'il reste encore 4 parcelles à vendre pour chacune environ 30 000 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve le budget primitif 2025 – budget annexe lotissement tel qu'il a été présenté.

25-22 – OUVERTURE POSTE ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE DEUXIEME CLASSE

Monsieur le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'assurer les missions suivantes : service urbanisme,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide :

La création d'un emploi d'adjoint administratif principal à temps non complet, soit 31.5/35^{ème} à compter du 01 mai 2025 pour le service urbanisme, cet emploi pourrait être pourvu par un fonctionnaire de catégorie C

-de modifier ainsi le tableau des emplois.

-d'inscrire au budget les crédits correspondants.

-de charger Monsieur le Maire d'assurer la publicité de vacance de l'emploi auprès du centre de gestion

25-23 – RETRAIT DELIBERATION N°25-15 – CESSION DE DEUX PARCELLES A TITRE GRATUIT AU PROFIT DE LA SOCIETE PARETELIOS – MODIFICATION DES SURFACES

Monsieur le Maire indique que par délibérations du 20 janvier 2025, le conseil municipal a procédé à la désaffectation/déclassement de deux parcelles du domaine public communal et à la cession de ces 2 parcelles à titre gratuit au profit de la Société PARTELIOS.

Le 11 février 2025, le géomètre a indiqué qu'il fallait reprendre la délibération de cession car les surfaces ont légèrement changé au moment de la réalisation du document d'arpentage. La délibération a été reprise le 24 février 2025 avec les surfaces exactes.

Le 05 mars 2025, PARTELIOS a indiqué qu'il fallait reprendre les deux délibérations avec les surfaces exactes, en premier lieu la délibération de désaffectation/déclassement puis la délibération concernant la cession des deux parcelles.

Monsieur le Maire indique que pour reprendre ces deux délibérations, il convient d'annuler la délibération 25-15.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide le retrait de la délibération n°25-15 « cession de deux parcelles à titre gratuit au profit de la société PARTELIOS »

25-24 – Désaffectation / Déclassement de deux parcelles du domaine public communal :

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de déclasser deux parcelles communales dans le but de sa cession à titre gratuit à la société PARTELIOS HABITAT.

Monsieur le Maire indique que ce point avait été délibéré lors du conseil municipal du 20 janvier 2025 cependant suite à la réalisation du document d'arpentage, les surfaces ont légèrement changé, il convient de reprendre une délibération avec les surfaces exactes.

Cette emprise constitue un espace vert à usage de terrain d'agrément et une entrée de garage d'un logement appartenant à la société PARTELIOS HABITAT, sans utilité particulière pour la commune.

Toutefois, faisant actuellement partie du domaine public communal, il convient préalablement à toute cession, d'en prononcer le déclassement et l'intégration au domaine privé.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,

Vu le Code de la voirie routière,

En l'espèce, le déclassement de cet espace vert n'aura pas de conséquence sur la desserte et la circulation.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, :

CONSTATE la désaffectation des parcelles cadastrées section AC n°501 pour 126 m² et AC n°502 pour 17 m².

PRONONCE leur déclassement et leur intégration au domaine privé communal,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous les documents qui seraient nécessaires à l'effectivité desdites désaffectations et déclassements.

CHARGE Monsieur le Maire de l'application de la présente délibération.

25-25 – Cession de 2 parcelles à titre gratuit avec la Commune au profit de la société PARTELIOS HABITAT

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu l'avis du Domaine,

Considérant la situation réelle des parcelles de terrains considérées (espace vert à usage de terrain d'agrément et entrée de garage d'un logement appartenant à la société PARTELIOS HABITAT),

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

VALIDE les cessions de parcelles suivantes au profit de la société PARTELIOS HABITAT :

- Rue du Huit Mai 1945 : les parcelles cadastrées section AC n°501 pour 126 m² et AC n°502 pour 17 m² soit un total de : 143 m²

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'acte notarié régularisant les rétrocessions ainsi que tous les actes nécessaires à cette affaire.

PRECISE que ces rétrocessions sont gratuites pour la Commune de ORBEC et que les frais d'acte et de géomètre sont à la charge de la société PARTELIOS HABITAT.

CHARGE Monsieur le Maire de l'application de cette délibération.

25-26 – CONSULTATION PROJET D'ARRETE ET CARTOGRAPHIE ZONAGE DE PRESENCE D'UN RISQUE DE MERULE

Monsieur le Maire indique que la mэрule est un champignon lignivore qui peut occasionner des dommages structurels importants sur les immeubles si son foyer n'est pas identifié et traité à temps. Les habitants des zones à risque doivent pouvoir être informés d'un risque de mэрule sur leur lieu de résidence afin de pouvoir éviter sa propagation par des mesures préventives ou curatives, et transmettre cette information dans le cadre de la vente de leur bien immobilier.

La présence de mэрule dans des immeubles d'habitation a été déclarée dans plusieurs communes du calvados et notamment dans notre commune.

Dans ce cadre, conformément à l'article L.131-3 du code de la construction et de l'habitation, un arrêté préfectoral délimitant les zones à risque de présence de mэрule a été pris le 04 juin 2024 afin de prendre en compte les déclarations faites pendant l'année 2023.

Afin de prendre en compte les nouvelles déclarations de 2024, un nouvel arrêté préfectoral sera pris cette année.

Précédemment, notre commune comportait une zone de présence d'un risque de mэрule. Suite aux nouvelles déclarations, une nouvelle zone a été ajoutée et la zone existante a été modifiée. Chaque zone inclut la parcelle infectée et les immeubles mitoyens ou situés à proximité immédiate. Dans la cartographie qui sera annexée à l'arrêté préfectoral, la parcelle qui a déclenché le signalement ne sera pas identifiable.

Monsieur le Préfet demande de bien vouloir lui transmettre vos observations sur le projet d'arrêté et de cartographie associée, issues de la consultation du conseil municipal, pour le 15 avril 2025.

Madame MACREZ indique que les travaux secteur église trainent en peu.

Monsieur le Maire rappelle que c'est la SHEMA qui est propriétaire des ilots, les démolitions devraient intervenir avant l'été.

Madame MEISNER demande si cet arrêté va entraîner des obligations ?

Monsieur le Maire indique que cela entraînera des contraintes pour les personnes qui achèteront à côté des biens infectés. Ils ne pourront pas ignorer la présence de mэрule et devront effectuer le traitement nécessaire.

Monsieur le Maire indique que la déclaration de présence de mэрule est obligatoire à réaliser en mairie.

Monsieur ARNOUX demande si au moment d'une vente, le notaire sera au courant d'une éventuelle présence de mэрule ?

Monsieur le Maire lui répond que oui, il sera au courant de l'arrêté préfectoral mэрule, comme aussi la présence éventuelle d'autres risques naturels potentiels (mouvements de terrain, ...)

Madame MACREZ indique que c'est également lu à la signature de bail.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, indique n'émettre aucune observation sur le projet d'arrêté considérant que la rédaction de cet arrêté fait suite aux déclarations effectuées.

25-27 – PROJET DE SCHEMA DEPARTEMENTAL D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE 2025-2031

Monsieur le Maire indique que conformément à la loi du 5 juillet 2000, dite loi «Besson » relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, le schéma départemental d'accueil des gens du voyage du calvados co-signé par l'Etat et le Conseil Départemental est entré en procédure de révision le 03 décembre 2023.

L'article premier de la Loi prévoit qu'avant son approbation par le Président du Conseil Départemental et le Préfet, le schéma doit être soumis à l'avis des communes et des intercommunalités concernées.

Ce projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031 est le résultat des travaux menés au cours de la démarche de révision auprès de l'ensemble des acteurs locaux concernés par l'accueil des gens du voyage.

La préfecture et le conseil départemental demandent de bien vouloir leur transmettre les observations du conseil municipal, pour le 22 avril 2025.

Monsieur le Maire indique qu'il n'y aura pas de changement concernant notre commune, Orbec aura toujours l'aire d'accueil des gens du voyage d'une capacité de 10 places.

Monsieur le Maire indique que la CALN a pour projet de réaliser une aire de grand passage, car c'est une obligation réglementaire.

Monsieur le Maire indique qu'en cas de stationnement illicite de gens du voyage, tant que nous n'avons pas cette aire de grand passage, Monsieur le Préfet interdit le recours à la force publique. Il convient d'être conforme au schéma départemental d'accueil des gens du voyage pour pouvoir faire appel à force publique si besoin quand les gens du voyage stationnent en dehors des aires d'accueil.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, émet un avis favorable au projet de schéma départemental d'accueil des gens du voyage 2025-2031

QUESTIONS DIVERSES

-Monsieur MORIN souhaite apporter une information par rapport au repas des anciens, l'ensemble des personnes de plus de 70 ans sur Orbec et La Vespière Friardel représente plus de 600 personnes. Seulement 200 personnes viennent au repas organisé. Il indique que les 14€ attribués seraient trop juste au niveau du budget si les 600 personnes venaient au repas. Il ajoute que les sorties organisées et l'après-midi récréative sont financés en partie par le bénéfice du loto.

-Madame COGE indique que les trottoirs rue d'Enghien ont été refaits cependant il y a des mauvaises herbes qui repoussent et cela a endommagé les trottoirs.

Monsieur le Maire indique que cela a été notifié à l'entreprise qui a réalisé les travaux, cela va être repris.

-Madame COGE indique qu'au début de la rue d'Enghien, au niveau du calvaire, il y a un panneau de signalisation coupant.

Monsieur le Maire indique que les services vont aller voir.

-Monsieur BIENVENU signale qu'il y a une plaque dangereuse au niveau du trottoir devant le secours catholique.

-Monsieur ARNOUX signale que devant l'ex restaurant le caneton il y a une plaque dangereuse également. Monsieur le Maire indique que les services iront voir aux deux endroits.

-Madame MEISNER signale un nid de poule route de l'Aigle.

Monsieur le Maire indique que l'on va s'en occuper cette semaine.

-Monsieur FLEURET signale que la route est en mauvais état entre l'avenue du Bois et le collège.

Monsieur le Maire indique que l'on va mettre des rustines pour boucher les trous.

Monsieur FLEURET pense que les rustines ne vont pas être suffisantes.

Monsieur le Maire explique que le montant des travaux pour refaire ce quartier est estimé à 2 000 000 €

-Monsieur ARNOUX signale un nid de poule rue Geôle

Monsieur le Maire indique que l'on va reboucher le trou. Il ajoute que tant que les réseaux ne seront pas repris par la CALN, il n'y aura pas de travaux de surface.

-Madame CHEDOT signale qu'une lumière qui éclairait autour de l'église ne fonctionnait plus.

Monsieur le Maire indique qu'en fournissant le numéro du lampadaire, cette panne pourra être signalée au SDEC, en charge de la maintenance et de l'éclairage public.

-Monsieur FLEURET demande s'il était possible de mettre une information dans le bulletin municipal sur les ilots insalubres et sur l'hôpital car des gens lui posent régulièrement des questions sur ces sujets.

Monsieur le Maire indique qu'il en parle de temps en temps, notamment aux vœux du maire et au conseil. Il indique qu'il en parlera dans le prochain bulletin. Cependant, il souhaite pouvoir indiquer de vraies informations qu'il n'a pas en ce moment, nous attendons des informations de la SHEMA, en charge de ce dossier.

Monsieur FLEURET indique que ce sont des choses que les gens voient tous les jours et ils s'interrogent.

Monsieur le Maire indique qu'en 6 ans, nous avons fait 4 tranches concernant la revitalisation du centre bourg alors que la SHEMA a seulement réalisé le curage des immeubles.

Monsieur FLEURET demande également des informations là où il y a eu l'incendie.

Monsieur le Maire indique que normalement le maître d'œuvre a été repris et a relancé les appels d'offres qui étaient obsolètes. Une intervention d'une nacelle pour voir l'état du bâtiment est prévue la semaine prochaine.

Monsieur le Maire indique ne pas avoir d'autres informations malgré des relances régulières.

Madame MEISNER espère qu'ils purgent le toit de cet immeuble.

Monsieur le Maire indique que la personne à l'origine de l'incendie est décédée et Monsieur FOSSET, le pâtissier qui exploitait la pâtisserie est également décédé.

Monsieur le Maire indique que si c'était seulement de sa compétence, le dossier aurait avancé beaucoup plus vite. Il rappelle que la commune n'est pas propriétaire de ce bien, tout comme l'EPMS. Il indique que Madame MEISNER l'a souvent interpellé à ce sujet, il précise que nous ne sommes pas les seuls propriétaires du site de l'EPMS, et qu'il n'a pas autorité sur les propriétés des autres.

Madame CHEDOT indique que l'on pourrait avoir dans le bulletin municipal les questions les plus souvent posées ainsi que les réponses.

Séance levée à 15h55

COOL Étienne	
MACREZ Éveline	
LEJEUNE Laurence	
MORIN Guy	
BIENVENU François	
RAMOS CASTRO Françoise	
DROUET Liliane	
HULIN Germain	ABSENT
LAUTONNE Gilles	ABSENT
FLEURET Philippe	
LEFEUVRE Eric	
LEMETTAIS Thierry	ABSENT
COGE Martine	
BEIL Corinne	ABSENTE
CHEDOT Anne-Marie	
MEISNER Annick	
LEFEBVRE Karl	ABSENT
ARNOUX Pierre-Antoine	